

Le FMI conclut avec la Côte d'Ivoire un accord au niveau des services sur la première revue de l'accord MEDC/FEC

Une équipe des services du Fonds monétaire international (FMI), dirigée par M. Olaf Unteroberdoerster, a visité Abidjan du 19 septembre au 2 octobre 2023 pour discuter des progrès réalisés dans le cadre du programme économique des autorités, soutenu par un accord MEDC/FEC d'un montant de 2,6 milliards de DTS ou 3,5 milliards de dollars E.U. et approuvé par le Conseil d'administration du FMI le 24 mai 2023. [Le conseil d'administration du FMI approuve en faveur de la Côte d'Ivoire un accord de 40 mois d'un montant de 3,5 milliards de dollars au titre du mécanisme élargi de crédit \(MEDC\) et de la facilité élargie de crédit \(FEC\) \(imf.org\)](#)

A la fin de la visite, M. Unteroberdoerster a publié la déclaration suivante :

« Les discussions lors de la première revue semestrielle du programme soutenu par le Fonds ont été très productives. Je suis heureux d'annoncer que les performances du programme ont été jusque-là satisfaisantes et que nous sommes parvenus à un accord au niveau des services sur toutes les politiques, y compris le paramètre clés du cadrage budgétaire 2024 et des mesures de réforme à venir conformément à l'objectif du programme. L'achèvement de la revue du programme et le décaissement de la prochaine tranche d'environ 500 millions de dollars E.U. seront soumis à l'approbation du Conseil d'administration du FMI.

« À la suite de chocs mondiaux consécutifs et de déséquilibres croissants jusqu'à fin 2022, le programme soutenu par le FMI vise à préserver la stabilité macroéconomique et à soutenir la transformation de la Côte d'Ivoire vers le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure à moyen terme. Malgré des perspectives difficiles et des turbulences contraires extérieurs persistantes, la croissance s'est révélée résiliente en 2023, estimée à 6,4%, avec l'inflation reculant à environ 4,7% (moyenne annuelle). L'amélioration du recouvrement des recettes fiscales devrait contribuer à réduire le déficit budgétaire pour 2023 à 5,3% du PIB. Néanmoins, le déficit du compte courant reste élevé et devrait diminuer modérément à 5,8% du PIB, alors que la forte demande intérieure continue de stimuler les importations. »

« Les discussions ont été axées sur la mobilisation des recettes pour préserver la viabilité des finances publiques et de la dette et ancrer le Plan de développement national (NDP) 2021-2025. La poursuite de la mise en œuvre résolue du programme visera à réduire davantage le déficit budgétaire à 4,0% du PIB en 2024, tandis que des mesures estimées à une augmentation des recettes de 0,5% du PIB seront essentielles pour préserver la notation de risque modéré de surendettement de la Côte d'Ivoire. La continuation de la réduction progressive du déficit du compte courant devrait contribuer à atténuer les pressions extérieures et permettre à la Côte d'Ivoire de contribuer à une reconstitution progressive des réserves officielles régionales.

Les travaux sur une stratégie globale de mobilisation des recettes à moyen terme sont en cours et devrait être adopté par le gouvernement en mai 2024. La stratégie contribuera à poursuivre les réformes de la politique et de l'administration fiscales en vue d'atteindre progressivement l'objectif de pression fiscale de l'UEMOA d'au moins 20% du PIB. D'autres réformes structurelles au cours de la première année du programme se concentreront sur l'amélioration du climat des affaires pour soutenir une croissance tirée par le secteur privé et plus inclusive en renforçant la gestion des finances publiques et l'inclusion financière, ainsi que la gouvernance et la lutte contre la corruption. »

L'équipe du FMI a rencontré le vice-président Tiémoko Koné; le Premier ministre Patrick Achi; le ministre de l'Économie et des Finances Adama Coulibaly; le Ministre du Budget et du Portefeuille d'Etat, Moussa Sanogo; le Ministre du Plan et du Développement Nialé Kaba;

Ministre d'État et de l'Agriculture Adjoumani Kouabenan; Ministre du Pétrole, des Mines et de l'Énergie Sangawofa Coulibaly; et d'autres hauts responsables du gouvernement et de la BCEAO, ainsi que des représentants du monde des affaires et des bailleurs de fonds.